

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
programme communiste
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

16^e ANNEE - N° 277
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
18 nov.-1^{er} déc. 78

Politique « aristocratique » et chauvine et politique prolétarienne de classe

« L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'opportunisme c'est l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat », écrivait Lénine en 1915 pour expliquer la participation des sociaux-démocrates à la guerre impérialiste, et il poursuivait : « La guerre rend cette alliance particulièrement manifeste et forcée. L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque de développement pacifique où l'existence relativement aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait », leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la

détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère. La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage des colonies, pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de « couche supérieure », de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement en temps de guerre des espoirs opportunistes petits bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui. » (La faillite de la II^e Internationale, Œuvres, tome 21.)

Ces quelques lignes caractérisent parfaitement la politique des bonzes syndicaux et des partis soi-disant ouvriers d'aujourd'hui, et montrent bien le lien étroit qui existe entre la participation à la guerre économique et commerciale et les préparatifs d'une éventuelle guerre de brigandage impérialiste, qui est son prolongement inéluctable si le prolétariat ne peut briser les reins du capitalisme avant cette issue. Mais une telle analyse, qui faisait le procès des social-démocrates, ne pouvait évidemment pas rendre compte de tous les ravages perpétrés par le stalinisme.

A l'époque, on dénonçait bien les dégâts de l'« étroitesse corporative », mais elle se rapportait aux Trade-Unions anglais, et au moment même où Lénine écrivait les lignes citées, Boukharine remarquait : « Nous constatons quelque chose d'analogue dans le « patriotisme de clocher » qui sévit dans les entreprises particulièrement qualifiées. Nous

en avons un exemple avec les usines Ford, « pacifiste » américain bien connu (en même temps que fournisseur de guerre). Les ouvriers y sont l'objet d'une véritable sélection, gagnent davantage, bénéficient de primes de toutes sortes, et participent aux bénéfices, à la condition expresse de s'attacher à l'usine. Le résultat est que les ouvriers mystifiés se « dévouent » pour leur maître. Sur une plus large échelle, on arrive à la même constatation si l'on considère le protectionnisme ouvrier avec sa politique de défense de l'« industrie nationale », du « travail national », etc. Une bonne part des ouvriers australiens et américains est pénétrée de cette idéologie : nous avons notre industrie nationale dans laquelle « nous » (c'est-à-dire les ouvriers comme les capitalistes), sommes intéressés au même titre, puisque plus « nos » bénéfices seront importants, plus notre salaire sera élevé » (L'éco-

DANS CE NUMERO

- Il faut rompre avec l'opportunisme !
- D'où vient le poids du clergé iranien ?
- Foyers : le sabotage hypocrite des bonzes CFDT

nomie mondiale et l'impérialisme).

Cependant cet honteux « patriotisme économique » restait la marque d'infamie du corporatisme anglo-saxon. La social-démocratie européenne — continentale plutôt — avait

(Suite page 2.)

Luttes ouvrières dans le monde

● L'Iran

En Iran, tandis que l'opposition libérale et démocratique révélait clairement son inconstance, la classe ouvrière — forte déjà de deux millions d'ouvriers, environ, dans l'industrie, mais très dispersée — a fait irruption sur la scène politique, en bloquant les principales installations pétrolières : entre les raffineries et les ports, 37.000 ouvriers ont cessé le travail, provoquant l'inquiétude des impérialismes vigilants.

Leurs observateurs ont beau donner la vedette à une opposition religieuse vouée soit à pactiser avec le régime existant, soit à tenter de faire tourner en arrière la roue de l'histoire : le mouvement dont ces grèves sont le signe ouvre une perspective bien différente, celle de la lutte du prolétariat, même embryonnaire encore, pour la défense de ses propres intérêts, et contre toutes les classes possédantes.

● Amérique latine :

Agitation sociale au Brésil, reprise des grèves au Pérou

En mai 78, une vague de grèves avait agité l'Etat de Sao-Paulo. Après dix ans d'une étouffante paix sociale, c'était le premier mouvement important. Les métallos de la région demandaient des augmentations de salaires conformes à leurs besoins, c'est-à-dire bien supérieures à celles qu'on leur proposait, qui ne couvraient même pas l'augmentation du coût de la vie.

Dans les premiers jours de novembre, un nouveau mouvement s'est dessiné dans le même secteur, d'autant plus important qu'il s'agit du plus grand centre industriel de

(Suite page 4.)

Réunions publiques du Parti

● A ANGERS

Le dimanche 26 novembre, 14 h 30, au Centre de Loisirs Paul-Bert, 12, rue d'Assas.

● A AMIENS

Le mercredi 29 novembre, 20 h 30, salles Louis-Dewailly.

● A BORDEAUX

Le vendredi 8 décembre, 20 h 30 (le lieu sera précisé ultérieurement).

3^e guerre impérialiste ou révolution communiste

● A PARIS

Le vendredi 15 décembre, 20 h 30 (en principe Salles Lancry).

Le prolétariat et la guerre

D'où vient le poids du clergé iranien ?

En une quinzaine d'années, l'économie iranienne a été successivement entraînée par le sabre dans la tourmente de la transformation des campagnes, puis littéralement happée par le tourbillon d'un développement industriel exponentiel permis par l'accroissement vertigineux de la rente pétrolière. Le coup de frein brutal mis à cette course délirante dont tous les membres étaient maintenus ensemble par la poigne

de « l'armée la plus moderne du monde », devait projeter le pays dans une crise sans précédent. Cette crise a mis en mouvement des masses humaines immenses, révélant le décalage extrême entre le modernisme économique importé grâce à un Etat totalitaire et puissamment centralisé, agent d'un industrialisme généralisé, et une arriération sociale qui n'a pu encore être dépassée.

Comment expliquer sinon, le poids d'un clergé qui comme les ayatollahs et les mollahs de l'Eglise chiite, peut se mettre à la tête d'un soulèvement gigantesque comme celui qui a secoué l'Iran ces derniers mois ?
Même avec tous les moyens potentiels dont dispose le capital en Iran, il n'a pas réussi encore à se débarrasser de son compromis avec le clergé : l'Etat massacre les foules, mais n'ose pas toucher aux prêtres qui sont à leur tête, ou s'il le fait c'est par inadvertance. En un seul jour, le 5 juin 1963, les obus et les mitrailleuses fauchèrent 4.000 manifestants, mais l'ayatollah Khomeiny fut simplement exilé en Turquie, puis en Irak, d'où il a continué à haranguer la foule. Selon les organisations iraniennes à l'étranger, on aurait compté dans les derniers mois 15.000 morts et 100.000 prisonniers, mais Reza Pahlavi se garde bien de toucher aux ayatollahs parce qu'ils sont les seuls qui puissent ne pas déclarer la guerre sainte, alors même que beaucoup le demandent.

La position de ceux (parmi lesquels de soi-disant marxistes) qui s'efforcent de sauver quelques aspects « progressifs » de l'« Eglise » chiite est ridicule. Les prêtres de mosquée, les mollahs, sont souvent à la tête des manifestants : c'est cependant davantage pour réfréner les « excès » que pour les conduire à la révolte. Sûr de son impunité, le

prédicateur Rohani peut bien traiter Reza Pahlavi de « chien » ; mais l'empereur a beau jeu de lui rappeler que les prêtres sont furieux parce qu'il leur a ôté des terres et des privilèges (pour les accorder à la bourgeoisie « agraire », naturellement).

D'où vient ce poids du clergé ? Naturellement son influence s'explique facilement sur les masses paysannes et miséreuses, illettrées, dans un pays où 46 % de la population vit de l'agriculture, ainsi que sur les grandes masses de la population urbaine : commerçants et employés des bazars, artisans et domestiques, ouvriers du bâtiment, de l'artisanat et de l'industrie, non encore organisés, chômeurs, toute cette foule bigarrée non encore stabilisée et dont la plus grande partie, tout juste expropriée de ses terres ou de son atelier, est encore liée par mille fils à la paysannerie et à la petite bourgeoisie.

Surtout, le clergé, même après que ses attaches à la propriété foncière aient été modifiées par la réforme agraire — ce que nous essayerons d'évaluer dans un prochain article — reste entièrement lié au monde des bazars, sortes de corporations de commerçants-usuriers qui tiennent les centres villes.

Selon Le Monde diplomatique de juillet, les mollahs avaient, avant la création d'une administration publique par Reza chah, des

mandataires qui recevaient des mains des chefs des corporations le khoms qui était égal au cinquième des bénéfices tandis qu'ils recevaient des paysans et des nomades une autre contribution appelée zakat. Quelles que soient les institutions qui subsistent aujourd'hui, il est en tout cas clair que le bazar finance directement le fonctionnement des mosquées et des écoles coraniques, tandis que le clergé chiite redistribue une partie de ses revenus sous forme de dons aux familles les plus démunies : il sert en quelque sorte de caisse de chômage et de secours.

Dans ce système dont il reste à apprécier l'évolution exacte, la mosquée est le véritable forum et le mollah, qui n'est pas inséré dans un système semblable à la hiérarchie ecclésiastique dont le curé est chez nous le premier échelon, mais qui est, au moins formellement, supposé choisir lui-même son « guide de la foi » ou ayatollah, doit tenir compte de l'état d'esprit du bazar.

Or le bazar a un poids économique important. Comme on peut le lire dans un article du Financial Times du 12-9-78, les bazars, qui fonctionnent sur la base du système du comptoir et de l'usure, sont probablement responsables de 30 % de toutes les impor-

(Suite page 2.)

Politique « aristocratique » et chauvine

(Suite de la page 1)

affaire, pour sa part, à une large base ouvrière que la lutte de classe avait cimentée en opposant les ouvriers en tant que classe à la classe capitaliste, et c'est sur les habitudes des couches supérieures d'ouvriers et la corruption des bureaucraties ouvrières qu'elle s'appuya pour provoquer une alliance par le haut, du sommet des organisations ouvrières, les syndicats et les partis politiques, avec le sommet de l'organisation bourgeoise, le représentant collectif de la classe capitaliste, l'Etat bourgeois. Cette alliance se concrétisait par la participation aux gouvernements de guerre. Elle paralysait la lutte entre ouvriers et capitalistes à la base, mais ne pouvait l'empêcher, et laissait ainsi un terrain à la reconstitution du parti révolutionnaire qui prit force dans la lutte internationale contre la guerre et la collaboration des classes.

La troisième vague opportuniste est allée plus loin dans la logique contre-révolutionnaire. Elle ne s'est pas contentée d'offrir aux bourgeoisies du camp démocratique une alliance de guerre beaucoup plus solide que l'alliance précédente, en brisant dès avant la guerre toute résistance à cette dernière. Elle a également garanti à la bourgeoisie une alliance de paix qui a progressivement étendu, à la faveur des retrouvailles entre patrons et ouvriers, opprimés et policiers, « communistes » et chrétiens dans l'orgie patriotique, la collaboration du sommet à la base. Elle a assuré à la bourgeoisie une alliance organique entre les classes, en tissant un réseau serré de liaisons et d'instances de discussion et d'accords à tous les niveaux de la machine de l'Etat et de ses organes de représentation nationaux et locaux, comme à tous les niveaux de la machine productive, de la branche industrielle à l'entreprise et à l'atelier.

Désormais, la vie qui anime les grandes centrales syndicales a cessé de faire battre au même pouls, comme c'était le cas dans les syndicats de classe d'hier même lorsque le réformisme avait gagné leur cerveau et commençait à paralyser leurs membres, les diverses catégories, les diverses entreprises, les diverses branches et nationalités. Elle s'est mise à circuler le long de canaux tout à fait différents dans les couloirs des ministères, des préfectures et des mairies, des conseils et commissions diverses, des rencontres périodiques avec le patron, le chef de service et le chef d'atelier. Cette vie qui est celle de la collaboration des classes à tous les niveaux a donné naissance à une ribambelle d'organismes paritaires, et tandis que se desséchaient et mouraient lentement les vieux canaux de la vie de classe, les confédérations elles-mêmes se sont peu à peu données de nouvelles structures, où toutes les liaisons horizontales entre catégories, services, entreprises et localités, se sont transformées en autant de barrières hermétiques entre elles, et où chaque cellule

ouvrière tend à être reliée au centre unique de la confédération qui unifie et organise non plus la lutte de classes, mais la collaboration entre les ouvriers et les bourgeois.

Le stalinisme a réalisé la synthèse entre la social-démocratie et le « corporatisme ouvrier » traditionnel, dont le travaillisme avait déjà donné une écœurante anticipation. Il l'a fait dans un long processus contradictoire qui n'est sans doute pas arrivé au même point partout, un processus qui ne va pas sans tiraillements ni crises internes, et que le spectre de la lutte ouvrière a indéfiniment accéléré ces dernières années. Il n'a pas seulement complété l'alliance au sommet social-démocrate par la collaboration à tous les niveaux. Il a aussi complété le vieux « patriotisme économique » traditionnel par une vision générale des « intérêts du pays » assimilés à ceux de la classe ouvrière et de son émancipation, qui se traduit par la revendication formelle de « l'unité ouvrière ».

Certes, la subordination de la défense des ouvriers à celle de l'entreprise ou de l'économie nationale exige la division des ouvriers, celle des ouvriers qualifiés et non qualifiés, des hommes et des femmes, des nationaux et des immigrés, des jeunes et des adultes, etc. Mais la fonction spécifique des syndicats et partis prétendument ouvriers est de masquer cette division sous le drapeau de l'union de la classe ouvrière, de même que l'unité et la discipline syndicales ne sont pour eux qu'un instrument pour maintenir la collaboration de classe et non pour le renforcement de la lutte indépendante de classe.

Ainsi, ne faut-il pas s'attendre à ce qu'ils opposent toujours formellement les intérêts des diverses catégories. Les dirigeants « ouvriers » ne vont pas faire la sottise d'appeler à la lutte ouverte contre les non-qualifiés, auxiliaires, vacataires, hors-statuts, etc., au nom de la défense des privilèges des « qualifiés », titulaires, avec statuts, etc. Ils prétendent lutter contre le patron, en revendiquant comme élément du statut un minimum de qualification, et l'interdiction de l'embauche des ouvriers qui n'ont pas ce minimum. Ce qui revient à ajouter au vieux corporatisme « supérieur » et aristocratique l'hypocrisie sans nom de l'intérêt commun.

C'est ainsi que les bonzes se gardent bien de créer une discrimination juridique pour les femmes. Ils ne s'en prononcent pas moins fermement pour la politique du salaire familial ou du temps partiel qui, en période de crise sont d'excellents moyens pour mettre au chômage et renvoyer au foyer des couches importantes de prolétaires du sexe féminin.

De même, les « dirigeants ouvriers » se prononcent bien, au moins en paroles, pour « l'égalité des droits » des travailleurs étrangers. Mais pour la faire respecter, ils n'en exigent pas moins fermement de l'Etat l'arrêt de l'immigration, le refus de l'embauche d'étrangers et le *numerus clausus* dans les communes. Que penserait-on d'un docteur

qui délivre le patient des douleurs du mal qui l'accable en supprimant... le malade ? Mais le comble de l'hypocrisie se marie avec le comble du cynisme quand cet arrêt de l'immigration s'effectue dans les limites voulues par les besoins en main-d'œuvre étrangère de l'économie nationale.

Cette politique criminelle qui appelle une partie des ouvriers à s'allier avec l'entreprise et l'Etat contre les autres catégories a pu être masquée pendant la longue période de prospérité bourgeoise, où il y avait du travail pour toutes les entreprises, toutes les nationalités et toutes les catégories, même si c'était au prix d'une exploitation plus grande. Mais elle devient particulièrement criante, ouverte, le jour où la crise arrive, où le salaire baisse et le chômage augmente. La classe ouvrière qui s'éveille à la lutte se trouve alors divisée en une infinité de compartiments étanches où l'opportunisme politique et syndical ne laisse d'autres canaux à la lutte que la guerre généralisée entre catégories, dont seuls les courants qui s'y sont déjà accoutumés à force de courtiser l'opportunisme sous-estiment les ravages.

Cette indéfendable guerre de tous contre tous n'est donc pas un fait nouveau, une situation nouvelle ; elle n'est qu'une vieille réalité de la contre-révolution. Ce qui est nouveau c'est sa brutale révélation par la crise. Il ne doit donc pas y avoir là sujet à pessimisme. Au contraire, si cette division devient aussi choquante et insoutenable, c'est que l'éveil à la riposte ouvrière et au besoin de la lutte se heurte à elle. Or, seule la lutte et son développement permettent de la surmonter.

En effet, si dans la situation présente, les catégories « supérieures » sont spontanément poussées à donner leur appui à une telle politique, le pendule s'est mis à bouger en sens inverse. Les basses catégories n'ont déjà souvent plus d'autre issue que la lutte collective pour se défendre : la sous-qualification ne peut s'appuyer sur la défense de la qualification, le jeune sur l'ancienneté pour défendre son salaire, l'immigré sur la carte d'identité nationale pour maintenir son emploi. Il est donc logique, normal, que ces catégories les plus exploitées soient les premières à se mettre en mouvement, à se heurter aux limites créées par les bureaucraties syndicales, à chercher non l'alliance avec le patron mais la force de leurs camarades de classe, par-dessus l'établissement, les catégories et la nationalité. C'est pourquoi la lutte des catégories les plus exploitées tend à recréer des circuits horizontaux de défense économique (comme les fameuses « coordinations »).

Quant aux catégories supérieures elles-mêmes, leurs privilèges ne sont nullement garantis par l'alliance avec le patron. Le fait que la femme retourne au foyer maintient peut-être l'homme au travail, mais n'en fait pas moins baisser inexorablement le pouvoir d'achat de la famille ouvrière, de même que l'allongement de la scolarité ou la priorité donnée aux adultes sur les jeunes,

par le biais des statuts nouveaux pour les jeunes, des pactes pour l'emploi et autres prétendus contrats-formation.

La défense de la qualification n'est elle-même nullement une garantie dans la guerre économique qui accélère la modernisation et donc la déqualification généralisée. Il suffit de voir les résultats de la politique ouvertement aristocratique des syndicats dans l'imprimerie ou les docks pour s'en convaincre.

L'offensive bourgeoise actuelle qui remet en cause tous les privilèges acquis, toutes les « garanties » conquises, doit aussi contraindre les catégories supérieures à entrer dans des mouvements qui fassent sentir à des secteurs entiers d'entre elles les limites de la division.

Quant au contrôle de l'immigration, il ne fait que changer le chômage de place, et constitue bien le lieu le plus visible où la scission des rangs ouvriers paralyse la riposte de classe, l'affaiblit, en même temps qu'elle donne à la bourgeoisie les instruments policiers et même juridiques pour mettre la classe ouvrière sous état d'exception. Il constitue bien la question la plus ardue car le combat contre lui ne peut être mené que par des catégories déjà mises en mouvement et capables de mettre en avant les intérêts généraux.

Le capitalisme condamne tôt ou tard toutes les catégories à se défendre et à se heurter à toutes les divisions artificiellement entretenues, à recréer les liaisons brisées par les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, et à reconstituer ainsi le terrain de la lutte de classe le plus vaste possible.

Ce résultat serait impossible à atteindre sans le combat le plus résolu contre toutes les divisions, contre l'esprit aristocratique entretenu par les bureaucraties syndicales vendues et les partis de gauche, sans la lutte la plus résolue contre le patriotisme d'entreprise et le chauvinisme.

Il serait également impossible à atteindre par la seule propagande, et il exige que les ouvriers déjà conscients du besoin du combat contre les bureaucraties syndicales participent avec la plus grande patience aux luttes même les plus minimes, et en fassent un bélier pour briser les entraves et les amortisseurs mis à la lutte de classe et abattre les cloisons dressées entre les catégories.

Naturellement, cette lutte seuls les communistes peuvent la mener avec conséquence, car ils connaissent ses limites, mais aussi ses potentialités. Et sur ce terrain indispensable au parti pour se faire les muscles, les communistes aident de leur mieux les prolétaires les plus avancés à se placer sur le terrain de la lutte générale contre le capitalisme ; ils les aident à passer de la lutte contre les seuls effets à une lutte qui, en reprenant le fil interrompu par la contre-révolution stalinienne, s'attaque de nouveau à ses causes, une lutte qui est donc dirigée contre la classe bourgeoise et son Etat, pour la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat et son parti.

D'où vient le poids du clergé iranien ?

(Suite de la page 1)

tations du pays et de davantage encore pour les denrées et biens de consommation. De plus, leur réseau qui s'étend à l'échelle du pays contrôle bien les 2/3 du commerce de gros en province ; d'après une autre source, ils contrôlent aussi économiquement les nomades (voir *Problèmes économiques* du 3-5-78).

Toujours selon le *Financial Times*, ce qui a fait dans ces dernières années le plus grand mal aux bazars a été moins la concurrence des supermarchés que l'urbanisme sauvage et le percement de grandes avenues. A l'avenir, conclut-il, « un système bancaire plus strict et plus contrôlé pourra graduellement tarir les sources de crédit des bazars et en gripper les rouages ».

En attendant, ils sont restés le centre de la vie sociale et politique des larges masses urbaines, qui ont tout naturellement trouvé à leur tête les mollahs et les ayatollahs, quand elles se sont cabrées contre l'accroissement de la misère, sous l'effet de la contraction du marché.

Dans d'autres conditions, une telle direction n'aurait été que provisoire, comme cela avait été le cas dans la Russie de 1905 avec les popes. Les larges masses entrent en effet tout naturellement en mouvement avec leurs vieux réflexes, leurs vieilles idéologies, et c'est seulement la lutte qui éveille en elles l'instinct façonné par leurs nouvelles conditions d'existence. La rapidité avec laquelle elles peuvent, dans le cours même du mouvement, se débarrasser des vieilles habitudes qui se révèlent désormais comme autant d'entraves à leur lutte, dépend d'un côté du degré de leur entraînement réel dans la vie nouvelle et, de l'autre, du travail effectué

par une force politique qui les éduque dans ce sens et leur permette de se regrouper au moment de l'épreuve.

Or, de ce point de vue, tant le libéralisme bourgeois du Front national que la gamme des démocrates et populistes petits-bourgeois, dont les plus radicaux se prétendent même « marxistes », au lieu de favoriser cette évolution en s'opposant au clergé, vénèrent Khomeiny et ses collègues comme des « révolutionnaires » et se sont complètement subordonnés à eux. Ce faisant, ils ont livré le mouvement à la force qui domine nécessairement le monde du bazar tant que ce dernier n'a pas opéré sa scission sur des intérêts de classe.

Et à quelle force ! Non pas même cette bourgeoisie entreprenante, industrielle, capable d'initiative historique, apte à rompre au moins en partie avec le passé : celle-là n'a trouvé qu'une trop faible place à l'ombre d'un Etat industrialiste et omniprésent, et ses élans sont sans doute émoussés par l'effet corrompeur de la rente pétrolière, pour l'ivresse de laquelle elle s'est empressée de livrer tous ses droits politiques au chah et à ses protecteurs anglais puis américains. Non, la bourgeoisie dont il s'agit n'est pas une force tournée vers l'avenir : c'est la bourgeoisie et la petite bourgeoisie commerçantes (sans parler des liens du clergé avec la propriété foncière qui restent à étudier ainsi que la nature de cette propriété foncière elle-même), chaotiquement ballotées entre l'alliance avec l'autoritarisme honni sous le robinet de la manne pétrolière et la dispute avec lui pour préserver ses privilèges patriciens ; c'est la force la plus inconséquente et la plus vile qui soit, à laquelle seule l'alliance avec le chiisme millénaire peut donner l'illusion d'une continuité dans les idées ; en réalité ce n'est

même pas une force : c'est une absence totale de capacité historique à défendre, ne disons pas les intérêts des larges masses plébéiennes et à plus forte raison prolétaires, mais les siens propres.

Le prolétariat lui, n'a pas encore fait entendre sa propre voix : il est encore trop jeune, trop dispersé, encore saoulé par le tourbillon vertigineux qui l'a arraché à son lopin de terre et le transbahute de chantier en usine. Mais ces mois de révolte lui ont du moins donné l'occasion de se mettre en marche : il a commencé à utiliser massivement la plus élémentaire de ses armes spécifiques, la grève et à défendre ses propres intérêts, distincts de ceux des autres classes.

On mesure ici peut-être encore plus tragiquement que partout ailleurs les terribles conséquences de la contre-révolution stalinienne quand on considère la formidable énergie sociale qui se volatilise et se désintègre sans produire le moindre effet. A la différence de la Russie du début du siècle où, en naissant, le prolétariat put immédiatement s'assimiler la formidable expérience de son aîné européen — au point de lui servir d'exemple —, être guidé dans ses premiers pas par le Parti et brûler ainsi les étapes historiques, ici, non seulement le magnifique moteur du Parti n'est pas là, mais le poids de l'ennemi est si grand qu'il a rendu impuissantes toutes les autres forces historiques.

Toute la société frappée d'une impuissance inouïe face à l'Etat et à son armée dressée par l'impérialisme a besoin du prolétariat pour avancer. L'attente sera sans doute longue et difficile. Mais le prolétariat est la seule classe qui puisse aller de l'avant sans jamais regarder en arrière.

Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure (numéro 11) parue dans la série « Le Prolétaire ».

Elle contient l'article du même titre paru dans notre revue en 1960 pour démolir la mystification de l'antifascisme démocratique et ses justifications « anti-antisémites » en mettant à nu la racine de l'extermination des Juifs, le capitalisme impérialiste dont la forme démocratique n'a rien à envier au fascisme ; car la démocratie, elle, a porté l'extermination des masses colonisées à son comble, mais a su la couvrir de la plus immonde hypocrisie.

Ce texte est précédé d'une introduction expliquant les causes de la campagne « anti-antisémite » actuelle, notamment la préparation psychologique du camp impérialiste anti-russe sans parler de l'excellente couverture que cette campagne donne au racisme dont sont victimes les prolétaires étrangers, maghrébins en premier lieu.

Militants, sympathisants, lecteurs, cette brochure est une arme de lutte ! Diffusez-la largement ! Passez commande au « Prolétaire ».

24 pages, Prix : 3 F

Il faut rompre avec l'opportunisme !

Une « tactique » ressassée jusqu'à la nausée par les groupes, petits et grands, qui se réclament du trotskysme consiste à appeler les partis soi-disant « ouvriers », P.S. et P.C., à « rompre avec la bourgeoisie » et à gouverner tout seuls. Pour la justifier, ils rappellent qu'en 1917 les bolchéviks ont adressé un appel « analogue » aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires.

En réalité, cette référence formelle à la tactique bolchévique, coupée des principes qui l'inspiraient et transposée mécaniquement dans une situation historique complètement différente, ne sert qu'à couvrir une pratique purement opportuniste.

Quelle était donc la situation historique concrète — à laquelle il faut se référer sous peine de falsification — dans laquelle les bolchéviks lancèrent cette formule ? Il est impossible de la comprendre sans rappeler avant tout que la révolution russe était une révolution double, une révolution dont les tâches immédiates étaient des tâches démocratiques-bourgeoises, et le restaient même si le prolétariat pouvait profiter de la poussée révolutionnaire pour s'emparer du pouvoir et l'utiliser à ses fins internationales de classe (1).

Théoriquement, il n'était pas impossible que ces tâches révolutionnaires soient accomplies sous la direction de partis bourgeois ou liés à la bourgeoisie. Les S.-R. étaient les représentants politiques de la paysannerie ; les menchéviks, sociaux-démocrates opportunistes, un parti « ouvrier bourgeois » s'appuyant sur la petite-bourgeoisie urbaine ; mais au sens bourgeois leurs programmes étaient révolutionnaires : ils impliquaient la destruction des rapports féodaux et précapitalistes, dans le domaine économique comme dans le domaine politique. Le programme du prolétariat allait plus loin, évidemment, mais il passait aussi par là.

En fait, la bourgeoisie était trop liée aux propriétaires fonciers et à l'appareil d'Etat tsariste ; la petite-bourgeoisie urbaine et les couches supérieures de la paysannerie étaient trop liées à la bourgeoisie. Les uns et les autres avaient une peur bleue d'une explosion de la lutte des masses exploitées, et surtout du prolétariat. En fait, même les tâches révolutionnaires bourgeoises ne pouvaient être réalisées à fond que par le prolétariat (donc par son Parti) entraînant et dirigeant les paysans pauvres.

Mais cela, il fallait le montrer pratiquement. Il fallait montrer que les menchéviks et les S.-R. étaient incapables de réaliser leur propre programme : incapables d'exproprier les propriétaires terriens, incapables de démanteler l'Etat et l'armée tsaristes, incapables de réaliser la « souveraineté du peuple », incapables de prendre les mesures d'urgence — la paix, notamment — pour sortir de la situation catastrophique. Il fallait montrer pratiquement que ces tâches, non encore prolétariennes pourtant, ne pouvaient être réalisées que par les travailleurs organisés dans les Soviets d'ouvriers, paysans et soldats, et sous la direction du Parti de classe du prolétariat.

Ensuite, il faut rappeler que dans le cycle ultra-rapide parcouru par le mouvement social en Russie, les partis n'avaient eu ni le temps ni la possibilité de se consolider et de se délimiter avec la clarté et la rigueur que cinquante années d'évolution avaient rendues possibles en Occident : l'opportunisme attendait encore de donner toutes ses preuves et, surtout, de montrer ouvertement son visage. A la différence de l'Europe centrale et occidentale, les conflits de classe au sein des partis à base ouvrière étaient encore fluides, ou apparaissaient comme tels, du moins, aux yeux des grandes masses ; même entre bolchéviks et menchéviks, presque jusqu'à la veille d'Octobre (en partie aussi après), les ponts n'étaient pas encore irrémédiablement rompus. C'est la fluidité de cette situation qui explique, dans le cadre d'une tactique d'une audace extrême dans la poursuite de l'objectif de la prise du pouvoir, la prudence et la patience extrêmes de Lénine dans la préparation des conditions subjectives du détachement des grandes masses prolétariennes vis-à-vis de partis sur l'opportunisme desquels il n'avait aucun doute.

La formule de propagande des bolché-

viks ne peut se comprendre qu'en liaison avec le mot d'ordre lancé par Lénine en avril 17 : « Tout le pouvoir aux Soviets » (2). Dirigés par les menchéviks et les S.-R., les Soviets, loin de prendre des mesures révolutionnaires, même dans le sens des « besoins pratiques » des masses, laissaient toute la réalité du pouvoir au gouvernement provisoire, bourgeois. Nous reconnaissons le Soviet — dit alors Lénine —, même si nous y sommes en minorité, parce qu'il est la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire. Les menchéviks et les S.-R. ont le choix : ou bien avec les bourgeois dans le gouvernement provisoire, ou bien avec nous dans des Soviets qui aient tout le pouvoir et soient à la tête de l'Etat. En pratique sinon en théorie, ces partis ne pouvaient choisir (et les faits le confirmeront) que le gouvernement provisoire, c'est-à-dire le compromis avec une bourgeoisie elle-même liée aux féodaux et au tsarisme, prouvant par là-même leur impuissance à réaliser les mesures révolutionnaires qu'ils avaient cent fois promises. Quand ce choix sera clair, la majorité des Soviets les abandonnera comme traîtres et les masses se tourneront vers le seul parti pouvant diriger effectivement leur réalisation.

C'était cela le sens de la tactique des bolchéviks, solidement ancrée aux principes communistes aussi bien qu'à une analyse irréprochable de la réalité des alignements de force, dans la situation fluide de la révolution double en cours depuis février 1917. Il est clair qu'elle ne peut pas être transposée telle quelle — comme l'Internationale elle-même voulut le faire plus tard bien que d'une façon nuancée — dans des aires où la révolution bourgeoise est faite depuis longtemps et où la seule révolution à l'ordre du jour est une révolution purement prolétarienne, où les alignements de classe sont beaucoup plus rigides et où la nature et le rôle des partis petits-bourgeois et opportunistes sont eux aussi complètement différents (3).

Dans une révolution bourgeoise, même un parti lié à la bourgeoisie peut être révolutionnaire — dans un sens anti-féodal — et avoir de même un programme révolutionnaire. Dans les pays impérialistes, les partis qui collaborent avec la

bourgeoisie collaborent avec la contre-révolution, et leurs programmes sont et ne peuvent être que contre-révolutionnaires. Comment leur demander de rompre avec la bourgeoisie et de réaliser leur programme ?

Avec les groupes « trotskystes », on arrive à une pure et simple caricature. La situation de « double pouvoir » de 1917 est projetée en pleine situation contre-révolutionnaire, et sur un terrain purement électoral et parlementaire. Les partis auxquels on s'adresse : de vieux routiers de la collaboration active avec la bourgeoisie impérialiste, artisans convaincus du renforcement de son Etat. Quant au programme qu'on leur demande de réaliser...

L'O.C.I., qui ne craint pas le paradoxe, est capable d'« exiger » un gouvernement P.S.-P.C. qui réaliserait le Programme commun tout en le déniant comme programme de collaboration de classe. D'autres reculent devant cette absurdité, mais c'est pour tomber dans une autre : demander à ces partis de réaliser un programme qui n'est pas le leur. Ainsi, par exemple, la L.C.R. (déclaration du Bureau politique du 16/2/1978, Rouge n° 579) : « Ensemble, P.C. et P.S. sont majoritaires. Qu'ils aillent au gouvernement, sans tarder. Qu'ils prennent le pouvoir. Qu'ils rompent avec la bourgeoisie. Qu'ils aillent au gouvernement, mais pas pour gérer la crise [...]. Nous exigeons un gouvernement du P.C. et du P.S. qui réponde aux revendications... » Ou encore, dans le tract appelé au meeting du 6 février 78 : « Le gouvernement que doivent imposer les travailleurs [...] n'est pas un gouvernement du P.S. et P.C. appliquant le Programme commun ; c'est un gouvernement du P.S. et du P.C. rompant toute alliance avec les partis bourgeois [...], un gouvernement de leurs partis majoritaires dont ils exigent la satisfaction des revendications, pas un gouvernement de gestion du capital mais un gouvernement pour que cela change vraiment. »

Belle accumulation d'insanités ! D'abord, un « gouvernement pour que cela change vraiment » ne pourrait, sérieusement, être qu'un gouvernement issu de l'insurrection armée, appuyé sur les Conseils ouvriers en armes et dirigé par le Parti révolutionnaire : bref un gouvernement

de dictature du prolétariat. En laissant, comme toujours, dans le flou, la question-clé : « quelle classe a le pouvoir ? », la L.C.R. laisse entendre qu'il pourrait exister sans insurrection, sans destruction de l'Etat bourgeois, un « gouvernement » qui ne serait pas un « gouvernement de gestion du capital » ; ensuite que les partis opportunistes, attachés corps et âme à la défense de l'ordre établi impérialiste, pourraient, sous la pression des masses, servir les intérêts de classe du prolétariat ; enfin que pour « rompre avec la bourgeoisie » il leur suffirait de rompre leur alliance avec tel ou tel de ses partis (radicaux et gaullistes de gauche !), ou avec le président en place, ou encore (comble de radicalisme !) avec la constitution de 1958... Bref, elle remplace, comme le fait toujours le centrisme, la lutte contre l'Etat bourgeois par la lutte contre un gouvernement ou une fraction bourgeoise, la lutte révolutionnaire (et sa préparation) par la lutte pour des réformes de l'Etat bourgeois assorties, évidemment, d'une « mobilisation des masses ». Rien d'étonnant si, dans ce processus de transformations graduelles, elle espère faire un bout de chemin avec les partis qui sont les candidats à sa gestion.

Le centrisme aspire à s'allier au social-chauvinisme, irréversiblement lié à la bourgeoisie et agent actif de ses intérêts dans les rangs ouvriers. Le parti révolutionnaire, lui, lutte pour arracher le prolétariat à l'influence de l'opportunisme, qu'il soit de droite ou du « centre », et le conquérir aux principes du communisme et à sa propre direction. C'est la condition sine qua non pour que se creuse la tranchée de classe entre prolétariat et bourgeoisie et que se réalise l'indépendance de classe du prolétariat. Et c'est là la véritable fidélité aux enseignements universels du bolchévisme et de la révolution russe.

(1) Voir par exemple « Révolution et contre-révolution en Russie », *Le Prolétaire*, n° 235 à 238.

(2) Cf. notre texte *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* (1955), Ed. Il Programma comunista, 1976, pp. 125 sq.

(3) La question est amplement développée dans de nombreux articles du P.C. d'I. de 1921-22, et dans les *Thèses de Rome* (1922) publiées dans notre brochure *Défense de la continuité du programme communiste*.

Foyers de travailleurs immigrés

Le sabotage hypocrite des bonzes CFDT

L'attitude de la CFDT vis-à-vis de la lutte des foyers peut apparaître comme manquant de clarté, des secteurs périphériques de l'organisation soutenant la lutte, tandis que les structures centrales sont absentes des réunions et manifestations auxquelles les invite le Comité de Coordination. D'où l'illusion qu'il serait possible de demander aux militants de base CFDT soutenant la lutte de pousser leur organisation confédérale à se déterminer et à soutenir centralement la lutte.

En réalité, la direction confédérale CFDT a pris des positions parfaitement claires contre la lutte sur des points essentiels.

En premier lieu, le refus de reconnaître le Comité de Coordination, c'est-à-dire les délégués élus par les grévistes, comme seul représentant des résidents en lutte et seul capable de négocier en leur nom sur la base de leur plate-forme revendicative commune.

Exposant ses divergences avec le Comité de Coordination, la direction CFDT donne plusieurs arguments. D'abord, une position de principe qui guide la « stratégie de l'organisation » : « La CFDT ne peut seulement avoir un rôle de soutien lorsqu'il s'agit d'actions engagées par des travailleurs, mais se veut être partie prenante des décisions d'élaboration de l'action » (URP CFDT, Secteur Immigrés, note sur l'action des foyers Sonacotra, 22-4-77). Ensuite, une différence fondamentale d'orientation avec lui : « Or des difficultés sont vite apparues avec le Comité de Coordination dont les positions sur la démocratie, le rôle des organisations syndicales dans le conflit, le caractère « autonome » de la lutte, étaient éloignées des positions CFDT » (URP CFDT, Le point sur les problèmes de la Sonacotra, 22-4-77).

La critique d'une revendication d'« action autonome » spécifique » par les délégués n'est qu'un prétexte : comment accuser des travailleurs immigrés d'éprouver une certaine méfiance vis-à-vis des organisations politiques et syndicales françaises alors qu'ils ont été complètement abandonnés par elles jus-

qu'au moment où ils se sont révoltés contre leurs conditions d'exploitation et d'oppression, « spécifiques » d'un certain point de vue, alors que ces mêmes organisations non seulement ne luttent pas contre les discriminations qui les frappent mais ont manœuvré dès le début pour diviser la lutte, alors que ces travailleurs ont toujours trouvé ces organisations contre leur lutte d'émancipation coloniale dans leurs pays d'origine ?

En réalité, c'est l'orientation de plus en plus classiste du Comité de Coordination que la CFDT condamne en l'accusant de « l'isolement où se trouvent plongés les foyers de résidents au travers de l'action menée par le Comité de Coordination » (note de l'URP du 22-4-77 citée). Comme la CGT, elle critique « l'orientation gauchiste suivie par le Comité de Coordination [...] qui dans la conduite de la grève va se traduire par une bataille jusqu'aboutiste, sans concession, sans tactique de négociation partielle, va par une incompréhension de la bataille unitaire vis-à-vis des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, et en dérivant vers la simple dénonciation du PCF et de la CGT, isoler les résidents en lutte du mouvement ouvrier organisé » (URP CFDT, note sur l'action des foyers, 22-4-77).

Et voilà le fin mot de la « stratégie » énoncée plus haut : alors que le syndicat devrait être une organisation ouverte à tous les travailleurs combattant pour leurs intérêts économiques immédiats quelle que soit leur opinion politique, religieuse ou philosophique, le courant réformiste proche du PS qui dirige la CFDT veut imposer aux travailleurs ses méthodes pacifistes, capitulardes, de collaboration avec le patronat, il veut leur imposer sa politique de concertation, sans quoi il leur ferme la porte et l'appui de l'organisation. Fermer l'organisation syndicale à la politique de classe, l'ouvrir à la politique réformiste bourgeoise, liquidatrice des luttes, voilà l'objectif de ces dirigeants syndicaux. Ainsi la condition que la CFDT pose avant tout soutien à la lutte des foyers, c'est tout

simplement de... diriger la lutte, soi-disant avec, mais en réalité à la place des résidents pour imposer ses propres objectifs politiques. Soumettre le déroulement de la lutte à « l'importance d'une démarche unitaire vis-à-vis du PCF et de la CGT », n'est-ce pas paralyser la force de la lutte en attendant que les bonzes maîtres-à-tapis vert parviennent à faire reprendre les paiements contre quelque aumône ?

Dans la pratique, on a vu dans quel sens les confédérations syndicales voudraient diriger la lutte lorsqu'elles se sont substituées au Comité de Coordination pour négocier un accord CGT-CFDT-FO avec la Sonacotra dans le dos des grévistes. Rappelons que cet accord ne reprend même pas les revendications essentielles des grévistes mais cherche surtout à transformer les Comités de Résidents d'organes de la lutte en d'inoffensifs organes de collaboration de classe, et à mettre en place des réformes pour lanterner et diviser les travailleurs.

Il est intéressant d'étudier la façon, hypocrite et combien « habile », dont la CFDT a présenté à ses propres militants cet accord qui, conclu à l'insu de la Coordination, était de fait un sabotage de la lutte. Eh bien, explique-t-elle dans une Note du Secteur Immigré de l'URP du 22-4-77, c'est pour permettre que, dans un deuxième temps, « des négociations puissent avoir lieu avec la présence des résidents » que la CFDT, dans un premier temps, a accepté de négocier sans eux ! Mais dans ce deuxième temps, il n'est pas question de réintroduire dans la discussion le Comité de Coordination même si, par simple démagogie, la CFDT précise, plus haut dans le texte, que devant la Sonacotra « elle a indiqué que le Comité de Coordination existait et qu'il fallait en tenir compte ». Elle expose toute une tactique de « négociation à double détente » qui consiste à court-circuiter la Coordination en faisant elle-même office d'entremetteur entre les résidents et la Sonacotra. C'est pourquoi un des points dont la CFDT se

(Suite page 4.)

Luttes ouvrières dans le monde

(Suite de la page 1)

l'Amérique Latine : 250.000 travailleurs de la métallurgie se sont mis en grève illimitée pour exiger d'autres augmentations de salaire.

La presse bourgeoise soulignait (voir en particulier *Le Monde* du 2/11/78) les dissensions entre les industriels de la région qui veulent une solution rapide et énergique, et l'Etat brésilien, qui semble chercher plutôt, avec la révision de la législation antigrève de 64 et la nouvelle « loi de sécurité nationale », à recréer des amortisseurs capables d'absorber les poussées sociales. Mais le foyer de luttes qui s'est rallumé aujourd'hui risque de lui rendre l'entreprise difficile...

Au Pérou, l'agitation partie des mines de cuivre, où les grévistes avaient déjà réussi à établir quelques liens, par-delà les frontières, avec leurs camarades chiliens, malgré l'état d'urgence, a gagné d'autres secteurs. A Lima, des affrontements entre la police et les étudiants auraient fait onze blessés. La grève a repris, de plus, dans les mines de cuivre de Cuajone, où les mineurs veulent imposer la reconnaissance du syndicat créé à la suite de leur lutte précédente.

● Grande-Bretagne, France, Italie

Le développement des grèves dans les pays capitalistes avancés fait apparaître avec éclat le rôle intolérable des appareils syndicaux et politiques opportunistes, qui entravent le mouvement et s'efforcent de le maintenir dans les limites de l'intérêt national, et s'appliquent à multiplier parmi les prolétaires les facteurs de division introduits par la bourgeoisie.

Ainsi en France, c'est à une véritable caricature de la grève massive sans limitation préalable de durée que la CGT et la CFDT ont entraîné les marins et les dockers (à l'exception... des équipages des trois navires

directement concernés), pour obtenir le débarquement des marins indonésiens engagés par la compagnie Paquet. PC, CGT, CFDT et centristes (*Rouge en tête...*), ont eu beau s'entendre pour masquer l'orientation imprimée à la grève sous des flots de rhétorique antiraciste, le seul acquis de cette action a bel et bien été la promesse de la mise à pied des équipages étrangers, assortie de négociations où les syndicats seraient chargés de trouver des solutions économiques pour les armateurs, afin de leur éviter la triste nécessité d'embaucher d'autres Asiatiques sous-payés!

Ce n'est qu'un des exemples de la division systématique entretenue entre les travailleurs, et maintenue dans les luttes, qui se traduit aussi par ces écœurants « calendriers d'action », et ces manifestations catégorielles promenant le même jour des milliers de travailleurs dans quatre coins différents de la capitale pour éviter leur jonction : un préfet de police ne ferait pas mieux! Le besoin de la coordination que ressentent tous les travailleurs prêts à lutter pour leur propre défense devra tôt ou tard se donner des formes adéquates pour surmonter le sabotage opportuniste.

Quelques mouvements ont réussi à forcer ce barrage et à maintenir envers et contre tout des mouvements sur des revendications conformes à leurs intérêts et à ceux de toute la classe.

Ainsi, en Grande-Bretagne, au mépris de l'esprit de responsabilité prôné par le gouvernement travailliste, et qui devrait se traduire pour les ouvriers en augmentations de 5% maximum, les ouvriers de Ford, en grève depuis le mois de septembre, ont rejeté, début novembre, l'offre d'augmentation de 16,5% proposée par la direction. Ils ont refusé aussi les augmentations offertes sous forme de prime d'assiduité (du genre de celle dont la direction de Renault a gratifié récemment ses ouvriers, sous prétexte de revalorisation du travail manuel!). Malgré les appels gouvernementaux à la modération,

et l'attitude hypocrite des TUC, qui ne protestent que pour la forme contre les hymnes à l'austérité, ce mauvais exemple se révèle contagieux! Dans le secteur public, les revendications salariales qui apparaissent aujourd'hui varient entre 25 et 60% d'augmentation. Vive le manque de civisme des travailleurs britanniques!

De même, un magnifique élan classiste s'est manifesté lors de la grève des hôpitaux en Italie. Lorsqu'en octobre dernier, dans un petit nombre d'hôpitaux, les travailleurs se sont mis spontanément en grève effective au moment de la révision des conventions collectives, faisant craquer le cérémonial étouffant des bonnes relations entre l'Etat et des syndicats eux aussi archi-responsables, et ouvertement partisans des sacrifices pour les travailleurs, on pouvait craindre que ce mouvement, déjà magnifique en soi, ne soit rapidement étouffé par la contre-offensive des bonzes et par leurs efforts pour isoler les grévistes. Pourtant, la grève a tenu bon, elle a gagné d'autres catégories d'employés de l'Etat, et fait subir au grand contrat social souscrit par les réformistes une secousse assez forte pour qu'on frôle la crise gouvernementale.

En réclamant la diminution de l'intensité du travail, en refusant que les augmentations de salaire soient liées à la qualification professionnelle, les grévistes des hôpitaux se plaçaient sur un terrain propre à unifier toutes les catégories de la profession, et par delà, toutes les catégories ouvrières. En utilisant les méthodes de la grève illimitée, en refusant les appels hypocrites à l'intérêt des usagers, méthodes qualifiées de « barbares » par le super-bonze Lama, ils ont déchaîné la fureur des signataires policés du « contrat », mais ranimé parmi les travailleurs la foi dans les armes de classe du prolétariat, seules capables d'arracher des victoires en renforçant l'unité de la classe. Nous revenons en détail dans notre prochain numéro sur cette grève, et sur le rôle que notre Parti a pu jouer dans son développement.

Le sabotage hypocrite des bonzes CFDT

(Suite de la page 3)

félicite le plus dans cet accord, c'est d'avoir obtenu de la Sonacotra « de pouvoir rentrer dans les foyers alors que jusqu'à maintenant, il était souvent impossible aux structures CFDT, notamment les UL, de pouvoir rentrer dans les foyers », pour « expliquer notre position » et « discuter ces propositions dans chaque foyer avec la présence des organisations syndicales » qui « peuvent exposer leur point de vue dans les foyers », c'est-à-dire tenter d'imposer à la lutte leur orientation à l'exclusion de toute autre. Lors de ces réunions d'information dans les foyers, « les Comités de Résidents existants, ou à créer, [désigneront] un représentant au niveau régional » [par-dessus donc la Coordination]. Ensuite, « au niveau national, les représentants des résidents et les organisations syndicales réexaminent les textes en vue d'aboutir à un accord cadre valable pour tous les foyers Sonacotra ».

Ainsi, tout en prétendant à ses militants qu'elle soutient la lutte, la CFDT a mis sur pied en filigrane une tentative caractérisée de sabotage en cassant la centralisation de la lutte, à la fois son plus grand acquis et le principe qu'elle a constamment mis en avant, en voulant faire discuter séparément foyer par foyer, en ne reconnaissant que les Comités de Résidents locaux, en cherchant à briser les liens horizontaux de coordination entre tous les foyers grâce auxquels les travailleurs ont réalisé une unité dans la lutte. Car ce n'est pas de cette unité à la base, fondamentale pour la classe ouvrière, que veut la CFDT, mais d'une unité au sommet avec les organisations qui, sous prétexte de « mobilisation de masse », aboutit à museler les secteurs combattifs pour les mettre à la remorque de l'opportunisme réformiste.

Sur d'autres points essentiels, la CFDT a pris nettement position contre la lutte : elle

a été, comme la CGT, un élément moteur pour la mise en place de la réforme des aides au logement (APL et ATL) modulées en fonction des revenus des résidents pour les diviser. Elle a accepté, comme la CGT, la participation à la Commission Delmon créée pour casser la lutte (voir les numéros précédents du *Prolétaire*).

Mais parallèlement, la CFDT développe vis-à-vis de sa base et des résidents toute une démagogie appuyée sur de purs mensonges : elle doit faire illusion pour pouvoir continuer à servir de rabatteur au profit de la politique du PC-PS des éléments combattifs en réaction contre le réformisme. Démagogie et mensonge, cette affirmation : « dès le début du conflit, l'URP a nettement pris position du côté des résidents, et elle demandait à ses organisations (UD et UL) de développer l'information, de prendre contact avec les résidents dans les foyers » (URP, 22-4-77, *Le point sur les problèmes de la Sonacotra*). Car, encore une fois, peut-on être du côté des résidents en étant contre la centralisation et l'unité de leur lutte? Cette démagogie lui est nécessaire non seulement pour « récupérer » des résidents, mais surtout pour faire croire aux travailleurs syndiqués de sa base que, puisque la Confédération soutient, il n'y a pas besoin de prendre en mains l'organisation d'actions directes et étendues de soutien.

L'orientation politique des éléments gauchistes de la CFDT, loin de la démasquer, fait tout à fait le jeu de la centrale de Maire. Ayant accepté d'être nommés responsables dans l'appareil du syndicat sans avoir développé le lent et patient travail d'organisation de leurs camarades de travail sur des bases de classe qui seul aurait pu leur fournir une base capable de défendre leurs positions, les éléments gauchistes sont incapables d'entrer en conflit avec l'organisation sous peine d'en être rapidement exclus. Sensibles aux appels de l'URP CFDT qui demande « aux UL et aux syndicats d'intervenir pour appuyer et soutenir les grévistes », ils accourent. Or, dans les UD ou UL où ils sont responsables sans être représentatifs d'aucun courant classiste de travailleurs combattifs, mais d'eux seuls, ils ne peuvent prendre que verbalement position pour la reconnaissance du Comité de Coordination et le soutien total à la lutte ; lorsqu'il faudra l'écrire sur un tract, ou manifester officiellement le soutien de l'UD à la Coordination, ils ne pourront que se dégonfler comme une baudruche.

Ainsi l'UD 94 qui, dans son tract appelant les travailleurs à accompagner les résidents aux tribunaux, n'a pas eu la force de revendiquer la reconnaissance du Comité de Coordination, et qui, bien qu'invitée, n'a pas assisté aux réunions de préparation à la manifestation du 18 novembre avec l'argument que cela devait se traiter au niveau national donc avec l'URP, ressortant ainsi comme argument celui donné par les bonzes CFDT.

Dans de telles conditions, le « soutien » des UD ou UL « gauchistes » n'est pas seulement du vent, il est surtout néfaste à la lutte dans la mesure où il se fait sur la base non de la dénonciation du sabotage de la confédération, mais des positions confédérales elles-mêmes. Il redore ainsi le blason de la CFDT vis-à-vis de sa propre base, qui continue à penser que la confédération soutient, puisque l'UD ou l'UL Untel soutiennent sans problèmes.

Pour les militants qui ont des responsabilités syndicales, la condition d'un travail sérieux et utile à la lutte de classe ne réside pas dans la tentative illusoire d'influencer l'appareil, mais dans l'utilisation de cette responsabilité pour instruire les travailleurs de leurs intérêts de classe, de leurs responsabilités vis-à-vis des luttes des autres catégories. Ce travail, il est impossible de le faire à la longue sans se heurter à la bureaucratie syndicale, et c'est à cela qu'il faut se préparer et préparer les ouvriers pour qu'ils puissent sortir de cet affrontement renforcés dans leur certitude et leur volonté de classe.

La confédération le redoute. Elle ne peut empêcher que la lutte des foyers ait servi de test pour révéler le sens de l'action des différentes forces politiques et syndicales, et que, sous sa poussée, certains militants CFDT commencent à ouvrir les yeux. Aussi devant sa base elle accuse le Comité de Coordination de faire de la division à l'intérieur de la CFDT en utilisant les UL ou sections contre la Confédération : « La CFDT ne peut que désapprouver une telle attitude qui conduit à diviser les travailleurs en opposant les résidents des foyers aux organisations syndicales, en cherchant à mettre en opposition à l'intérieur même de la CFDT les différentes structures, UL, Sections syndicales, » (Paris Syndical, supp. N° 211). C'est même au nom de cet argument qu'elle a refusé d'appeler à la manifestation du 8 juillet 78.

Les travailleurs combattifs ne doivent pas se laisser arrêter par le formalisme de l'argument. Il est juste que des sections syndicales prennent position contre la confédération, il est juste que les travailleurs s'appuient sur cette opposition à la centrale pour développer la lutte. La lutte n'a rien à attendre de la direction confédérale CFDT qui a définitivement et de façon irréversible choisi le camp de la bourgeoisie, tout comme celle de la CGT. Demander aux militants de base de la pousser à soutenir la lutte n'aurait donc aucun sens, sinon le triste rôle de renforcer les illusions que veut jeter la direction CFDT elle-même. C'est au contraire dans cette opposition d'une partie de la base contre le réformisme et le sabotage de la centrale que se trouve la possibilité d'une jonction entre les travailleurs français et les travailleurs immigrés, la possibilité d'établir des liens de solidarité active avec les travailleurs organisés.

Presse internationale

Voici le sommaire du n° 21 de

il programma comunista

- Lo sciopero spontaneo degli ospedalieri : Nel solco della ripresa della lotta classista
- Patologia della società borghese — Necessità della rivoluzione comunista
- Borghesi dichiarati e lacché di sinistra sentenziano : No alla riduzione dell'orario di lavoro!
- Spirito santo e rassegnazione : I « terreni » disegni politici del sacro uccello
- Rapporto alla riunione di Partito del 20-21 maggio 1978 : La misera fine dei miti sessantotteschi
- Acciaio : Il mostro della concorrenza esige nuove vittime
- Note sui provvedimenti riguardanti il settore edilizio in Italia
- E' tutta antiproletaria la riforma delle pensioni
- Non c'è pace assoluta in fabbrica
- Grecia : J. Serifis sarà processato il 23 novembre

*

Programme communiste

*

el-oumami

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e jeudi de chaque mois, soit le 14 décembre et le 11 janvier, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 25 novembre, 9 décembre, etc.

● A Amiens : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 à 12 h, place du Marché.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12, soit les 2 et 16 décembre.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 26 novembre et le 31 décembre.

● Le Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur tous les quinze jours, soit les 25 novembre, 9 décembre, etc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 26 novembre, 10 décembre, 14 janvier.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 19 novembre et le 17 décembre.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur trois de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), 75013 Paris, soit les 8 et 29 novembre.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE : Editions Programme, 32, rue du Pré-au-Marché 1004 Lausanne

directeur-gérant F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. » 232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52826

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 29 (décembre 1978 - février 1979)

El Programa Comunista

- Nuestro «saludo» a la nueva Constitución española
- En defensa de la continuidad del programa comunista (III) : Proyecto de tesis sobre la táctica de la Internacional Comunista presentado por el PC de Italia en el IV Congreso mundial
- El «pensamiento de Mao» : expresión de la revolución democrático-burguesa en China y de la contrarrevolución antiproletaria mundial (II)
- El proletariado chicano, un potencial revolucionario que hay que defender.